

La Résistance, la gauche et la IV^e République face au judéocide et à l'antisémitisme

Ce texte est extrait d'un livre à paraître sur *l'Histoire des Juifs de France, de l'Emancipation (1791) à nos jours*. Les extraits choisis concernent principalement trois mythes, répandus notamment aujourd'hui à gauche et à l'extrême gauche:

– le mythe selon lequel la Résistance aurait été particulièrement sensible à l'antisémitisme, à la déportation des juifs et à leur génocide pendant la Seconde Guerre mondiale ;

– le mythe selon lequel la gauche et le CRIF (qui en 1944 regroupait toutes les tendances politiques ET religieuses juives) auraient rapidement tiré les leçons historiques et politiques du judéocide ;

– le mythe selon lequel l'Etat français et l'intelligentsia de gauche auraient eu une attitude « philosémite » après la Libération, mythe diffusé par la mouvance décoloniale dont font partie Houria Bouteldja et le PIR.

Ces extraits n'abordent ni les rapports entre les Juifs autochtones et les autres habitants de l'empire colonial français en Afrique du Nord, pendant la même période, ni les activités des résistants juifs, y compris des Juifs sionistes, contre l'occupant nazi, questions traitées dans d'autres chapitres.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 24 octobre 2021

* L'ATTITUDE DU PCF ET DE LA RESISTANCE DITE « COMMUNISTE » PENDANT LA GUERRE

S'ils dénoncent les lois antijuives et les persécutions dans leurs publications destinées aux Juifs (en yiddish et en français) ou visant seulement les milieux enseignants comme *L'Université libre* jusqu'en 1942, les staliniens ont une autre priorité : créer l'union nationale de toutes les classes sociales contre «les Boches» et dénoncer l'UGIF, «une agence évidente de la Gestapo» qui aide à «réaliser les plans diaboliques des nazis». Par souci de respectabilité patriotique, le PCF va jusqu'à franciser les prénoms des communistes exécutés : **Szmul** Thyszelman devient ainsi **Simon**. Leur objectif est de faire croire, dans leurs tracts et journaux, que le «peuple français» est massivement résistant et solidaire des Juifs, sans insister sur les persécutions spécifiques qui les visent et sans évoquer le judéocide. Comme l'explique un document du PCF : «*Pour l'honneur de la France, nous pouvons affirmer que ce n'est pas un Emile Zola qui se dresse actuellement contre la barbarie antisémite, mais 40 millions de Français*» (sic !).

On cite souvent l'exemple de Guy Moquet, fusillé en 1941 à Châteaubriant, mais **on oublie** que, lorsqu'il fut arrêté, il portait des tracts expliquant que de Gaulle était le fruit de la «*City judaïsante de Londres*». **On ignore** que les chefs clandestins du PCF, sous l'Occupation allemande, demandèrent à François Billoux et aux 26 autres députés communistes emprisonnés, d'écrire à Pétain et au président de la cour suprême de Riom pour offrir de témoigner **contre** Léon Blum en décembre 1940 !

On oublie que, dans *L'Humanité* du 3 octobre 1940, le PCF pouvait écrire : «*Des biens appartenant à M. Maurice de Rothschild ont été confisqués. Très bien. Mais exproprier un capitaliste parce qu'il est juif et laisser les autres ne résout rien. Il faut exproprier les de Wendel, les Schneider, les Renault, les Lehideux et autres Baudoin. Ceux qui s'opposent à ces mesures soit au moyen de l'antisémitisme, soit sous d'autres prétextes ne sont que des chiens de garde du capital.*»

De même, *Unzer Wort*, le journal stalinien clandestin en yiddish, regrettait en septembre 1940 que «*Tout le monde spéculé actuellement, même les Juifs, et cela est très malheureux*» ! Et, dans un tract

distribué en mai 1941, le PCF ne pouvait se retenir de dénoncer le fait que *«les juifs riches continuent à toucher leurs coupons de rentes et leurs profits par l'entremise d'hommes de paille sur lesquels les capitalistes aryens ferment complaisamment les yeux»*.

Comme on le voit, que ce soit à propos du procès du régime de Vichy contre Blum, de l'expropriation des capitalistes juifs, ou de l'atmosphère de débrouille individuelle qui affectait toute la population, les militants du PCF ne comprenaient rien aux mécanismes de l'antisémitisme.

Comme les autres tendances de la Résistance française, le PCF misait tout sur l'union nationale, le patriotisme, la récupération des symboles type saint Louis ou Jeanne d'Arc. Dans un tel schéma, il n'y avait aucune place pour la dénonciation systématique de l'antisémitisme et de l'entreprise d'extermination spécifique entreprise contre les Juifs.

Les rares fois où le PCF dénonça l'antisémitisme sous l'Occupation, ce fut de façon instrumentale : *«naguère obstacle à l'unité de la classe ouvrière, [l'antisémitisme] est maintenant obstacle à l'union de la nation. Mais toujours obstacle, instrument de diversion, de division : on est bien loin de la réalité, qui est persécution et bientôt extermination de tout un peuple»* (A. Kriegel, 1984).

Du côté des RKD, groupe marxiste révolutionnaire dissident très courageux et composé de Juifs autrichiens et allemands venant du mouvement trotskiste, l'aveuglement politique était tout aussi complet quant à l'ampleur et à la signification du judéocide. Dans leur *«Appel aux ouvriers juifs¹»* de **mars 1943**, ils n'hésitaient pas à dénoncer *«ces capitalistes juifs qui, ensemble avec les capitalistes anglo-américains ou allemands, profitent bien de la guerre (comme ils ont bien profité de la première) alors que des millions de prolétaires juifs crèvent de faim»* et à dénoncer les *«sionistes, ces racistes juifs»*, alors que les nazis ne faisaient aucune différence entre ouvriers, patrons, sionistes et antisionistes dans leur entreprise d'extermination.

TRAITS PRINCIPAUX DE LA SITUATION DES JUIFS DE FRANCE DANS LES ANNEES 1940 ET 1950

– **Les hommes politiques de droite et de gauche font preuve d'une indifférence calculée à l'égard du judéocide et de l'antisémitisme hitlérien ou vichyste.**

– **Les Juifs de France débattent de l'opportunité de dénoncer spécifiquement l'antisémitisme du régime de Pétain mais la plupart d'entre eux souhaitent avant tout se reconstruire, sur le plan matériel et psychologique². Ils désirent «de toutes leurs forces participer à la réconciliation, à l'apaisement»** (O. Guland, M. Zerbib, 2000). **Certains changent de nom, se convertissent, beaucoup désertent les synagogues.**

«Ils souhaitent avant tout panser leurs plaies et retrouver leur place dans la société. Ils sont loin du fonctionnement d'une institution [le CRIF] qui souhaiterait s'exprimer politiquement en leur nom. Leurs préoccupations principales sont de retrouver leurs biens [...] ainsi que leurs emplois, notamment dans la fonction publique. Il s'agit aussi de retrouver la trace des milliers d'enfants juifs cachés dans des familles catholiques et protestantes. C'est le temps de la reconstruction.» (S. Ghiles-Meilhac, 2011.)

– *«les Juifs de France conservent dans ces années de reconstruction le mode politique des israélites d'avant-guerre. L'affichage d'une identité politique collective juive ne semble pas à l'ordre du jour. La*

1. Cf. *«Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme*, NPNF, 2008.

2. Dans *Le Camp de la mort lente. Compiègne 1941-1942*, Jean-Jacques Bernard va jusqu'à écrire : *«si je devais périr dans cette aventure, je serais mort pour la France, je ne veux pas être revendiqué comme victime par le judaïsme. [...] Nous nous sentions persécutés comme Français, non comme juifs, ou, si l'on veut, nous étions persécutés pour ce que nous n'étions pas. Nos compagnons étrangers étaient persécutés pour ce qu'ils étaient.»*

foi dans l'assimilation républicaine et dans une certaine discrétion l'emporte sur la volonté [...] du CRIF de faire vivre une représentation politique des Juifs de France [...]. le silence du CRIF dans la fin des années 1940 et pendant les années 1950 montre que la neutralité politique du judaïsme organisé reste une constante. La prédominance du Consistoire, qui conserve la haute main sur le CRIF, le confirme» (idem).

– Les Juifs de France se sentent assez peu liés à Israël comme en témoignent les premiers diplomates israéliens détachés en France. Les responsables d'associations juives ne souhaitent «*pas prêter le flanc à l'accusation de double allégeance à l'égard d'Israël et de la France*». Les propos que tiennent à l'ambassadeur Jacob Tsur des notables juifs de Strasbourg montrent à quel point la situation est différente aujourd'hui: «*Vous comprenez, nous sommes des citoyens français et vous êtes l'envoyé d'un pays étranger.*» (idem).

* LA GAUCHE, LE PCF ET LES JUIFS

«*L'antisémitisme, forme extrême du chauvinisme racial, est le reliquat le plus dangereux du cannibalisme*» ; «*L'antisémitisme est utile aux classes régnantes comme paratonnerre pour détourner du capitalisme la colère et l'indignation des travailleurs*» : ces deux citations de Joseph Staline délimitent les deux dimensions de la position du PCF avant, pendant et après la seconde guerre mondiale.

Le Parti communiste est foncièrement hostile à l'antisémitisme et, en même temps, il ne le considère que comme une diversion³, un phénomène mineur, secondaire dans la lutte de classe. Ses priorités sont, d'un côté, la défense inconditionnelle de la patrie du socialisme (d'où ses mensonges éhontés sur la situation idyllique des Juifs en URSS et sa défense inconditionnelle des procès antisémites dans les pays du camp «socialiste») ; et de l'autre, la volonté d'apparaître comme un parti 100% français (d'où le peu d'importance accordée aux lois antisémites sous Vichy, à la dimension spécifique du judéocide et au pourcentage très élevé de communistes juifs – souvent étrangers – fusillés comme résistants).

Le PCF minimise la participation des Juifs à la Résistance française⁴ et incite les communistes juifs étrangers à revenir dans leur pays d'origine car les staliniens est-européens manquent de cadres (pour un certain nombre d'entre eux, ce conseil aura des conséquences tragiques quand commenceront, dès 1949, les campagnes contre le «cosmopolitisme» et le «sionisme» et qu'ils seront accusés d'être des espions, uniquement en raison de leurs origines juives). En effet, au lendemain de la Libération, le PCF veut apparaître comme un parti français à 100% et tient compte des préjugés antisémites qui existent dans la population française.

Raison pour laquelle, le PCF gomme aussi les noms des militants communistes juifs assassinés sous l'Occupation : le casquettier Abraham Trzebucki, guillotiné le 28 août 1941 avec André Bréchet et Jean Bastard ; le secrétaire de la section juive des ouvriers boulangers de la Seine, Wolf Burstin⁵ fusillé aux côtés de Gabriel Péri.

3. Selon A. Kriegel (1984) : «*Or, à diversion, diversion et demie : si l'antisémitisme n'est qu'une diversion, la lutte contre l'antisémitisme peut l'être aussi.*»

4. Selon R. Poznanski (2004), en mai 1945, dans un rapport de 215 pages rédigé par le Comité central pour le dixième congrès national du PCF, on ne trouve pas une seule référence à la résistance communiste juive. Bien sûr, l'UJRE (pro «communiste») célèbre ses combats mais fait totalement l'impasse sur la lutte antinazie des autres courants, notamment les sionistes et les bundistes. De plus, le principal responsable du Comité d'action militaire du Conseil national de la Résistance, un militant du PC, n'est connu et n'est passé à la postérité que sous son pseudonyme, Pierre Villon, et non sous son vrai nom : Roger Guinsburger. Tout comme Raymond et Lucie Samuel se feront connaître après-guerre sous le nom de «Aubrac»... un choix qui exprime la volonté de paraître français à tout prix.

5. **André Bréchet** (1900-1941) : il commence à travailler à l'âge de 14 ans, devient vérificateur de

Lors d'une émission à Radio Moscou le 19 août 1944, c'est ce même état d'esprit qui incite Maurice Thorez, à lire une liste de 168 déportés français décédés dans les camps et à ajouter : *«Français, Françaises, vous avez entendu les 168 noms. Noms qui sentent le vieux terroir français. Noms de Bretons et d'Alsaciens, noms de Flamands et de Corses, noms de Normands et de Provençaux. Noms de Français.»* (Soulligné par mes soins.) Idem en octobre 1944 où il dénonce les *«fours où les Allemands cruels et féroces brûlèrent des centaines de milliers d'hommes de femmes et d'enfants»*, **sans jamais mentionner les Juifs, mais en mentionnant le massacre «des Polonais, des Russes, des Ukrainiens, des Français et des Belges» !**

Le PCF n'est bien sûr pas un parti antisémite mais il reprend des **stéréotypes judéophobes** dans sa presse et ses interventions publiques dès que l'URSS change son fusil d'épaule après avoir misé sur Israël au Moyen-Orient entre 1947 et 1950. En effet, au cours d'un meeting au Vel' d'Hiv, le 21 mai 1948, Florimond Bonte s'écrie : *«Au nouvel Etat juif, surgi au milieu des plus pénibles souffrances de l'enfancement et au cours des combats héroïques des meilleurs fils d'Israël, j'apporte ici le chaleureux salut de bienvenue du Parti communiste français, toujours solidaire des combattants de la liberté, de la démocratie et de l'indépendance.»* Et le Parti communiste ainsi que la SFIO font voter à l'Assemblée nationale une motion de soutien à la nouvelle république israélienne. Mieux, *L'Humanité* du 30/31 mai 1948 affirme que l'exode des réfugiés palestiniens fut *«le résultat d'une formidable pression organisée par certains milieux arabes» !*

Mais lorsque, pour l'URSS, tout Juif devient un «sioniste» en puissance, le PCF approuve les procès truqués dans les pays de l'Est et ne décèle pas la moindre trace d'antisémitisme dans les années 1949/1956. Bien au contraire, il mobilise des intellectuels juifs pour signer des articles prosoviétiques et demande même à des médecins communistes juifs de soutenir le procès bidon des «blouses blanches» en URSS.

«Madeleine Braun, député communiste et vice-présidente de l'Assemblée nationale, ainsi que de nombreux survivants de la Résistance juive sont alors directement mis à l'écart. Pendant plusieurs mois, le PCF va privilégier l'action contre le sionisme» (B. Philippe, 1997).

Dans *La Nouvelle Critique* de mars 1953, Georges Cogniot n'hésite pas à écrire : *«C'est un fait que les grandes banques américaines, Dillon, Read and Co, Kuhn et Loeb, Lehman Brothers, auxquelles le mouvement sioniste a toujours été lié, ont favorisé l'arrivée de Hitler au pouvoir. Détail curieux : la rencontre décisive de Von Papen et de Hitler a eu lieu chez le baron Kurt von Schroder, directeur de la banque Stein, qui était la correspondante des maisons américaines Lévy, Salomon, Oppenheim and Co et liée au mouvement sioniste.»*

compteurs à la Compagnie parisienne des distributeurs d'électricité ; militant syndicaliste, il adhère au PC en 1935 dont il devient un petit cadre du Parti ; adjoint de Rol-Tanguy, il participe à la Résistance, et est notamment chargé de l'impression et de la diffusion des publications clandestines.

Jean Bastard (1896-1941) : après quelques séjours en prison et démêlés avec la justice pour des raisons n'ayant rien de politique, Bastard est embauché chez Panhard en 1938 comme monteur. En 1940, il sympathise avec le PC, tape, ronéote et diffuse des tracts. Arrêté, il est condamné à deux ans de prison puis condamné à mort par la Section spéciale de Vichy.

Abraham (Abram) Trezucki (1884-1941) : ouvrier polonais émigré en France après avoir travaillé dans les mines de sel comme détenu de l'armée allemande durant la première guerre mondiale, membre de Solidarité, guillotiné le 29 août 1941.

Gabriel Péri (1902-1941) : journaliste et permanent du PCF, député en 1932, arrêté comme résistant et exécuté comme otage au Mont Valérien le 15 décembre 1941.

Wolf (Welvel) Burstin (1889-1941) : ouvrier polonais, expulsé une fois de France pour ses activités syndicales et politiques, fusillé comme otage le 15 décembre 1941.

Un grand meeting est organisé à Paris pour «soutenir la position soviétique à propos du complot des médecins. Les organisateurs veillèrent à placer un nombre suffisant de juifs parmi les orateurs à la tribune. Le principal intervenant fut Annie Kriegel qui devint plus tard une fervente anticomuniste et pro-sioniste [...]. Le message des orateurs était effrayant. Beaucoup d'entre eux expliquèrent qu'il était normal de soupçonner des médecins d'empoisonner le peuple : il suffisait de penser au rôle de Mengele à Auschwitz. [...] Un médecin juif [...] témoigna que l'accusation n'était pas absurde. Il souligna les agissements néfastes des médecins allemands pendant la seconde guerre mondiale, et affirma qu'on ne pouvait pas exclure que des Juifs ou des sionistes aient décidé d'empoisonner des personnalités soviétiques» (S. Epstein, 1998).

Maxime Rodinson, qui deviendra plus tard (et est toujours, après sa mort) une icône de l'antisionisme, se distingue, dans sa période stalinienne, jusqu'en 1956, en soutenant la propagande soviétique, notamment au moment du procès antisémite contre les «blouses blanches» en 1953 puisqu'il écrit : *L'accusation d'antisémitisme portée contre l'Union soviétique et, par certains, contre le marxisme lui-même, est grotesque. Toute la théorie et la pratique du marxisme répondent. Les juifs de l'URSS jouissent évidemment de toutes les libertés accordées à tous les autres citoyens. Ceux qui veulent conserver leurs traditions religieuses particulières peuvent le faire. Tout groupe, même minime, de juifs parlant yiddish, peut former un centre juif avec des écoles, des tribunaux, des soviets dont cette langue sera la langue officielle.*» Plus un mensonge est gros, plus il est efficace.

Le MRAP, l'UJRE (Union des Juifs pour la résistance et l'entraide) et l'Union des sociétés juives de France (tous trois contrôlés par le PCF) participent à cette campagne ignoble. Comme le rappelle Alex Gromb de l'UJRE dans *Presse Nouvelle Magazine* n° 308 de septembre 2013, l'UJRE «nie l'existence d'un antisémitisme soviétique et dénonce les “dirigeants sionistes-bundistes aux ordres de l'impérialisme américain”, “les fauteurs de guerre qui réarment l'Allemagne et attaquent nos libérateurs”. Ses militants s'affrontent physiquement, à la Mutualité, aux organisations juives organisatrices d'un meeting de protestation ».

Le PCF se sert très habilement du procès contre Julius et Ethel Rosenberg aux Etats-Unis (arrêtés en 1950 et exécutés pour espionnage en faveur de l'URSS en 1953) pour tenter de prouver que le véritable antisémitisme frappait en Amérique, et pas dans la «patrie du socialisme» ou les «démocraties populaires».

Sur le plan intérieur, le PCF n'emploie pas l'antisémitisme comme une arme constante contre Mendès-France en 1954-1955, contrairement aux poujadistes et à l'extrême droite, mais on note un certain nombre de « dérapages » inquiétants chez les dirigeants «communistes» français selon l'historien, hyper prudent Michel Dreyfus : *«A partir de 1954, Pierre Mendès-France suscite de la part des communistes une aversion assez semblable à celle qu'ils ont éprouvée pour Blum. Pour Jacques Duclos, son refus de s'appuyer sur le PCF pour obtenir une majorité au Parlement s'explique parce que c'est “un lâche, [un] petit Juif peureux qui bavarde et qui n'ose pas agir. C'est de la merde, mais sans le bas de soie”. Laurent Casanova, membre du Bureau politique du PCF, estime, après un discours de Mendès-France, que “ la France, ce n'est quand même pas ce petit Juifs marchands de tapis”. Toutefois, des propos de ce type ne sont jamais tenus publiquement.»*

* LA CECITE FACE AU SENS DU JUDEOCIDE

Cette cécité quant à la réalité et à la signification du judéocide était largement partagée et le restera pendant de longues années. Et cela est lié à la volonté d'utiliser la lutte de classe comme unique modèle d'explication de tous les phénomènes historiques, y compris le judéocide. Selon A. Kriegel (1984) : *«Il est en effet incontestable que le fossé qui, avant la seconde guerre mondiale, séparait la petite et la grande bourgeoisie juives de vieil enracinement français du petit peuple des immigrés juifs*

n'a pas été sans conséquences dramatiques pour les uns et pour les autres à l'heure de la persécution commune [...]. Mais de là à mettre la lutte des classes au centre du malheur juif, il y a une marge.»

Quant à «*la Quatrième Internationale, qui ne cessait de produire des textes de discussion entre les différents partis⁶ du monde, dans l'ensemble de ses documents, [elle] n'employa le mot "Juif" qu'une seule fois en six ans*», affirme Laurent Schwartz dans ses Mémoires (*Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Odile Jacob, 1997). Comme le remarque R. Poznanski (2008), Schwartz n'explique pas ce silence, même s'il le regrette, mais cette remarque prouve que ce choix politique ne relevait pas d'une prétendue ignorance du judéocide, mais d'une décision mûrement réfléchie de ne pas en faire un axe de propagande essentiel contre le nazisme. Or, «*si l'ignorance n'explique rien, les priorités expliquent tout*» (R. Poznanski, 2008).

Pour terminer sur une note moins négative, il faut souligner que *La Vérité*, l'une des publications trotskistes clandestines, «*semble avoir été le seul journal résistant à relever la promulgation par Vichy du Statut des Juifs (1^{er} novembre 1940, n° 5). Elle semble aussi avoir été la seule à fournir des informations sur le camp d'Auschwitz en les centrant, non sur les déportés politiques, mais sur ce qui arrivait aux juifs comme juifs (n° 44-45 du 20 mai 1943)*» (A. Kriegel, 1984).

*** Un «philosémitisme» INEXISTANT : de l'Etat français aux catégories populaires en passant par les intellectuels de gauche ou catholiques.**

Loin d'exprimer une empathie particulière à l'égard des Juifs, l'Etat français (dirigé dès 1944 par les gaullistes, **les communistes, les socialistes** et les démocrates-chrétiens du MRP) refusa de considérer les Juifs comme des «*déportés raciaux*⁷» (expression de l'époque). Cette distinction juridique entre les «*déportés et internés de la Résistance*» et les «*déportés et internés politiques*» (catégorie qui inclue les otages, les raflés et les Juifs) a des conséquences matérielles très concrètes et qui n'ont rien de «*philosémitisme*» puisque la pension des premiers est liée à la pension des seconds (donc des Juifs). Pour la gauche comme la droite, mais aussi pour les institutions juives d'après-guerre (CRIF et Consistoire), les Juifs avaient tous été déportés en raison de leur antifascisme ou de leur patriotisme. La composante raciale essentielle du nazisme fut **délibérément ignorée** par calcul politique et incompréhension théorique de l'antisémitisme⁸.

6. Le mot «partis» peut induire en erreur : il désigne ici les minuscules sections de la Quatrième Internationale à travers le monde.

7. Malgré ce que prétend un historien rattaché (croyant) comme François Azouvi (2012). Il cite en effet, à l'appui de sa thèse, le texte d'un stalinien de l'époque qui souhaitait effacer cette différence juridique entre les diverses catégories de déportés, différence qui conduisait à ce que les déportés juifs survivants reçoivent une allocation **trois fois inférieure** à celle des déportés résistants ! Cette disposition ne fut abrogée que plusieurs années plus tard.

8. F. Azouvi (2012) dépense beaucoup d'énergie pour démontrer que les intellectuels catholiques, protestants voire simplement de gauche (David Rousset, Jean-Paul Sartre) auraient compris la portée politique et éthique du judéocide dans l'immédiat après-guerre, à grand renfort de citations de textes écrits dans les dix années suivant la Libération. Cette abondance de citations évite cependant de poser le seul problème important : la portée réelle de ces essais et de ces articles qui n'ont guère modelé la conscience des Français, ou même des sympathisants et militants de gauche... Et encore moins de l'Eglise catholique qui attendit **1964** pour reconnaître que le peuple juif n'était pas un peuple déicide et retirer de la liturgie des prières antijuives. Ce qui n'empêcha des missels latino-américains de colporter ces interprétations judéophobes encore dans les années 2000. Et l'on attend toujours que l'Eglise reconnaisse les conséquences de sa collaboration avec tous les régimes fascistes européens.

Comme le site du Mémorial de la Shoah l'explique en termes très modérés : « *Le 6 août et le 9 septembre 1948, deux lois sont votées fixant respectivement les statuts des « déportés et internés de la résistance » puis des « déportés et internés politiques ». Les députés entérinent donc le principe d'une différence de statuts entre les groupes de rapatriés. Ces lois instaurent, nolens volens, notamment par l'attribution des décorations, une hiérarchie entre les différentes catégories de rentrants. Sans être nommés dans le texte de loi, les Juifs sont implicitement rattachés à la catégorie des « politiques », qui rassemble, en fait, la masse des victimes de l'arbitraire nazi et vichyste. À ne pas vouloir reprendre les catégories de l'opresseur, le législateur contribue à l'éclipse de la mémoire du génocide juif.* » (http://liberation-camps.memorialdelashoah.org/jalons/construction_memoire.html)

Non seulement il n'y a pas la moindre trace de «philosémitisme» dans les politiques de l'Etat français et de l'Eglise catholique au lendemain de la Libération, mais on n'en trouve pas davantage dans la population française ! C'est ainsi que sont organisés, en toute impunité, des meetings antisémites de tous ceux qui ont profité de l'«aryanisation» (c'est-à-dire de l'expropriation des entreprises, des commerces, des boutiques, des maisons et des appartements appartenant à des Juifs). Dès le 10 octobre 1945, l'Association des locataires de bonne foi (*sic*) et l'Association pour la défense des foyers français (*re-sic*) manifestent pour qu'il n'y ait pas plus de 10% d'étrangers chez les commerçants, que leur nom figure en grosses lettres sur la porte de leur magasin, et qu'ils ne puissent pas franciser leur patronyme !

Durant le procès Pétain en 1945, procès mené par un Etat français prétendument «philosémitique» selon certains ignorants de gauche et d'extrême gauche, **personne** ne dénonce l'argumentation mensongère de Jacques Isorni, son avocat, argumentation selon laquelle Pétain aurait «protégé les Juifs». **Personne** ne souligne que les lois de Vichy ont été **encore plus strictes** que les lois nazies sur la définition de la judéité et que Vichy a proposé de déporter aussi les enfants pour ne pas «séparer les familles» (?!), ce que les nazis ne voulaient pas au départ.

* DES PROCES CONTRE PETAIN ET LES COLLABORATEURS

A LA REPRISE DE LA PROPAGANDE FASCISTE ET/OU ANTISEMITE (1945-1956)

L'acte d'accusation au procès contre Pétain en 1945 ne contient même pas le mot «juifs», seulement un euphémisme : «*certaines catégories de populations*». Pétain est accusé d'avoir «*porté atteinte à l'unité de la nation*» ainsi qu'à la liberté des Français» et à «*l'égalité entre ces derniers*».

«*Le mythe gaulliste d'un régime né de la défaite et étranger au génie national a secrété très tôt une version non moins mythique d'un gouvernement faisant écran à la barbarie nazie. La justice a constamment oscillé entre ces deux mythes, cherchant à juger ce qui relevait de la trahison sans percevoir, ou vouloir percevoir, ce que la persécution des Juifs avait de spécifique.*» (K. Hazan, 1995)

Pour donner quelques exemples très concrets de l'absence totale de philosémitisme :

– Darquier de Pellepoix (1897-1980), nommé à la tête du Commissariat aux Questions juives en 1942 pour remplacer Xavier Vallat, avec le soutien des nazis, est condamné à mort par contumace en décembre 1947. Il vit tranquillement en exil en Espagne pendant des décennies sans que ses biens ne soient jamais mis sous séquestre et sans que la France ne réclame jamais son extradition à l'Espagne franquiste.

– Les Juifs ne sont pratiquement jamais appelés comme témoins à charge dans les procès.

– Comme l'indique Katy Hazan (1995), sur le plan judiciaire et pénal, «*La collaboration est plus grave que l'antisémitisme. De plus se réclamer d'un antisémitisme proprement français est une ligne de défense utile si l'on peut prouver son patriotisme : c'est ce qui ressort des procès de Maurras et Vallat*».

– Xavier Vallat ne passe que deux ans en prison pour avoir «seulement» «*mis à exécution (un) programme qui tendait à rejeter les israélites français hors de la communauté française*» et continue à écrire des articles antisémites dans *Aspects de la France*.

– Quant à Charles Maurras, il meurt quelques mois après être sorti de prison en 1952, mais ses collègues de l'Académie française refusent de le radier de leurs rangs – décision qui en dit long sur le prétendu «philosémitisme» des intellectuels français.

A l'exception notable de Sartre⁹ et Camus, on ne trouve guère de «philosémites» chez les intellectuels, même de gauche.

Chez les catholiques, des écrivains comme Daniel Rops¹⁰ ou des philosophes catholiques comme Gabriel Marcel continuent à perpétuer le mythe du «peuple déicide» et de «l'arrogance» supposée des Juifs. (Cela ne les empêche d'ailleurs pas de se livrer à de répugnantes déclarations d'amour chrétien aux Juifs et d'étaler leurs sentiments de culpabilité face à l'extermination pendant la seconde guerre mondiale. Cf. F. Azouvi, 2012, qui prend au sérieux leurs déclarations a posteriori.)

Gabriel Marcel publie dans *Témoignage chrétien* un article en novembre 1944 où il affirme : «*Je pense qu'il appartient au pouvoir central et aux corps professionnels d'opposer, dans l'intérêt des Français, et tout spécialement des israélites français, une certaine digue à une volonté d'empiètement des juifs qui n'est que trop manifeste.*» Et l'hebdomadaire chrétien de gauche refuse de publier une lettre critiquant ce texte antisémite.

A l'extrême droite, les militants reprennent le combat interrompu par quelques condamnations à mort et surtout des condamnations à vie amnistiées en 1950 et 1951. Rappelons que 47 000 collaborateurs ont affaire à la justice et sont condamnés à l'indignité nationale. Au niveau idéologique, dès la fin des années 1940, les fascistes entament une offensive particulièrement agressive et la justice française, «philosémite» si l'on en croit le PIR, les laisse déverser leur propagande raciste sans qu'ils rencontrent le moindre problème. Tous les fascistes (avec des variantes) veulent réécrire l'histoire, surtout la leur, car leurs crimes passés les disqualifient dans les sociétés démocratiques-parlementaires actuelles. Dans cette réécriture (indispensable pour eux) de l'histoire, ils sont obligés de consacrer beaucoup d'efforts à revisiter celle de la seconde guerre mondiale. Cette entreprise démarre grâce aux efforts de deux prétendus «révisionnistes»¹¹ : le fasciste Maurice Bardèche qui publie *Nuremberg ou la Terre promise* en octobre 1948 ; et le pacifiste, socialiste et libertaire Paul Rassinier qui publie *Le mensonge d'Ulysse* en 1950.

9. Dès 1944, Sartre note justement : «*La France entière se réjouit ou fraternise dans les rues, les luttes sociales semblent provisoirement oubliées ; les journaux consacrent des colonnes entières aux prisonniers de guerre, aux déportés. Va-t-on parler des Juifs ? Va-t-on saluer le retour parmi nous des rescapés, va-t-on donner une pensée à ceux qui sont morts dans les chambres à gaz [...] ? Pas un mot. Pas une ligne dans les quotidiens, c'est qu'il ne faut pas irriter les antisémites. Plus que jamais la France a besoin d'union.*»

10. Dans son best-seller *Jésus en son temps* (1945), Daniel Rops écrit : «*Le visage d'Israël persécuté emplit l'histoire, mais il ne peut faire oublier cet autre visage, sali de sang et de crachats, et dont la foule juive, elle n'a pas pitié [...]. Il n'appartient peut-être pas à la charité chrétienne de faire que l'horreur du pogrom ne compense, dans l'équilibre secret des volontés divines, l'insoutenable horreur de la crucifixion.*»

11. Reconnaissons que le Führer leur avait déjà considérablement facilité le travail : «*D'abord par le secret qui entoure la Solution finale (Hitler et les responsables nazis avaient pris soin, pour que le secret du génocide soit bien gardé, de détruire toute trace du crime – d'un point de vue administratif, ou en faisant sauter les chambres à gaz avant l'arrivée des Alliés, une fois la guerre perdue)*» (Michael Prazan, *L'écriture génocidaire*, Calmann-Lévy, 2005). Et le régime de Vichy a, lui aussi, apporté sa contribution préalable au négationnisme en présentant les Alliés comme les pires criminels. Les négationnistes de droite et de gauche n'eurent plus qu'à suivre leur exemple.

Le combat politique antisémite se poursuit dans une multitude de publications *Aspects de la France*, *Rivarol*, *Défense de l'Occident*, combat qui se déroule à mots plus ou moins couverts mais qui entonne dès la fin des années 1940 la sinistre chanson du négationnisme.

Lorsqu'un mouvement de masse apparaît chez les petits commerçants et les artisans, à partir de 1953, le mouvement dit poujadiste prend une tonalité antisémite, non pas parce que les fascistes et les nostalgiques l'auraient infiltré (n'oublions pas qu'au départ, de novembre 1953 à novembre 1954, ce mouvement fut **courtisé et soutenu**¹² par le PCF) mais parce qu'il existe un antisémitisme endémique en France, en particulier dans la petite bourgeoisie traditionnelle. Les chefs poujadistes dénoncent fréquemment dans leurs réunions les «*magnats juifs de la finance anonyme*» et les «*potentats israélites des grands magasins qui veulent la ruine du petit commerce*».

Sources utilisées pour ce texte

François Azouvi, *Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire*, Fayard 2012, Folio 2015

Simon Epstein, *Histoire des Juifs au XX^e siècle*, Hachette Pluriel, 1998

Olivier Guland et Michel Zerbib, *Nous Juifs de France* (douze entretiens avec des personnalités juives), Bayard, 2000

Samuel Ghiles Meilhac, *Le CRIF, de la Résistance juive à la tentation du lobby*, Robert Laffont, 2011

Katy Hazan, «La politique antijuive de Vichy dans les procès de l'épuration», *Archives juives* n° 28/1, 1995

Annie Kriegel, *Réflexion sur les questions juives*, Pluriel, 1984

Béatrice Philippe, *Etre juif dans la société française. Du Moyen Age à nos jours*, Editions Complexe, 1979, 1997

Renée Poznanski, *Propagandes et persécutions. La Résistance et le "problème juif", 1940-1944*, Fayard, 2008

12. «*Les communistes ont initialement soutenu le mouvement avec l'idée que celui-ci leur permettrait de prendre en sous-main le contrôle sur d'autres couches sociales qui se refusent à eux. Le PCF a des arrière-pensées. Mais l'orientation droitiste du chef national éloigne les communistes : Pierre Poujade, formé à l'école de l'Action française puis à celle du PPF (Parti populaire français) de Jacques Doriot, reprend certains refrains de ses ancêtres idéologiques. Il en vient même à appeler à tuer Pierre Mendès-France (qu'il considère comme le symbole du traître à la République notamment pour son abandon de l'Indochine) comme Charles Maurras demandait, autrefois, à ce que l'on fusille Léon Blum. Sur le terrain, la rupture avec le PCF devient virulente : des purges se produisent au sein de l'UDCA et, particulièrement, au sein du Bureau départemental de la Haute-Garonne dont les cadres communistes se font expulser. En 1954 les poujadistes empêchent bruyamment l'orateur Waldeck-Rochet de tenir discours.*» Cf. <https://www.philisto.fr/article-68-poujadisme-de-l-etincelle-declin-1953-1958.html>.